

Bonnes nouvelles

(pour la défense des emplois de tous)

Nous sommes en pleine campagne électorale et cela se voit. Alors que certains syndicats sont absents du débat, d'autres multiplient les slogans de style politicien « votez juste, votez pour le changement ! », « Votez pour moi car je suis le seul à ... blablabla » ou encore des trucs du genre « oui, oui, oui ...pour nous hip hip hip, hurra ! ». Ok, c'est le cirque habituel.

C'est parfois sidérant au point de se dire dommage que les réunions avec la direction ne soient pas publiques, ou au moins enregistrées, car l'ensemble des salariés pourraient alors voir directement l'attitude des uns et des autres.

Il est épatant de voir des tracts de syndicats qui osent affirmer des choses qu'ils ne défendent jamais en réunion face à la direction. Il y a parfois une duplicité incroyable.

Il est facile effectivement de faire le beau, il est facile de dire « moi je ». Il est évidemment beaucoup plus compliqué de travailler toute l'année pour que les choses avancent dans le bon sens. Le journal « Bonnes Nouvelles » essaye d'ailleurs de rendre compte régulièrement de notre activité que ce soit en DP, CE ou CHSCT ou à l'extérieur.

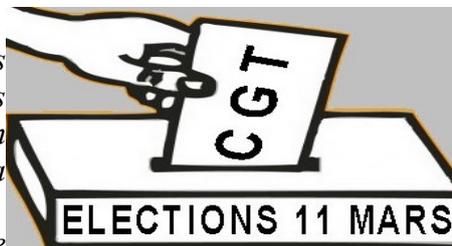
Par exemple, ce numéro fait le point sur le boulot fait en direction des élus, sur nos différentes rencontres (CGT seule ou avec les autres). Pour information, le 26 mars, le préfet recevra les deux syndicats (CFTC et CGT) qui en ont fait la demande lors de

l'action du 11 février. Il s'agira d'étudier la mise en place du Comité de Suivi local.

Ce numéro donne aussi des informations sur l'usine Safe-Ascoforge car nous sommes en relation avec nos camarades cgtistes d'Hagondange. Ils viennent nous rendre visite le 25 mars pour renforcer la coordination de nos activités. Chose d'autant plus importante qu'un Comité de groupe des deux usines devrait se mettre en place.

A travers notre activité nous essayons de nous donner les moyens de défendre au mieux nos emplois mais aussi nos salaires ou nos conditions de travail. Pour cela, il est nécessaire de s'appuyer sur l'extérieur car nous ne gagnerons pas seuls. Il faut faire bouger les pouvoirs publics, il faut renforcer les liens avec Ascoforge, il faut en tisser des liens de solidarité avec les salariés des entreprises du coin et avec la population (Comité de soutien).

Car notre avenir dépend aussi du contexte social général. On ne peut pas faire abstraction de ce qui se passe autour de nous. Pour défendre nos emplois ou nos retraites, il faut changer le rapport de force et pour cela la mobilisation de millions de salariés est nécessaire. Il faut stopper les reculs sociaux et toutes les attaques contre notre niveau de vie. Notre perspective, c'est bien de défendre mordicus tous ce que nous avons aujourd'hui ... et tous ensemble !



ENCORE DU PIPEAU ?

Le 26 février, un article paraissait dans « Usine Nouvelle ». Le titre : « FAI : les banquent devraient donner leur feu vert ». Plus loin, l'article nous apprenait qu'un accord pourrait être annoncé le 2 mars.

A l'heure où nous imprimons ce papier, la date est passée et pas de nouvelle de cette accord...

Ce qui est sûr, c'est que les salariés sont fatigués de tout ça, du baratin de la direction du site, des articles annonçant des bonnes nouvelles depuis des mois, les médias se faisant l'écho des communiqués de presse de First ou de HZ sans en vérifier le contenu.

Un an après, il n'y a toujours aucun point positif à mettre en avant dans cette reprise. Pas un contrat ferme contrairement à ce que nous avons pu lire un peu partout.

Beaucoup trop de mensonges dès le départ, comme par exemple dès la reprise où l'actionnaire prétendait qu'il

allait investir 140 millions d'€ pour finalement déclarer au dernier comité de pilotage à Bercy qu'il n'investira pas un centime dans l'entreprise. Aujourd'hui, ils nous disent que le cash généré par le projet ATLAS servira au financement du projet de fabrication de pièces mécaniques. Nous émettons des doutes à ce sujet sachant que pour 2009, HZ a fait le choix de se servir dans

les profits plutôt que de les réinvestir. Pour finir, il est dit dans l'article qu'une centaine de personnes pourrait être affectée à une activité « traitement thermique » pour des pièces autres qu'automobiles, la direction a annoncé en CE que ce projet était annulé. A qui dit-elle la vérité ? Sûrement pas à la presse.

Nous souhaitons tous que le projet ATLAS voit le jour, mais gardons à l'esprit qu'il n'emploiera que 10% de l'effectif actuel, bien loin des promesses de sauvegarde de tous les emplois du gouvernement, de Ford et du repreneur il y un an.

Des nouvelles des projets



OBJECTIF DOUBLE : FAIRE BOUGER LES ÉLUS POUR CHANGER LA DONNE

Ces derniers temps, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on n'a pas chômé. Le vendredi 19 février, la CGT a rencontré la députée P. Got. Le jeudi 25 février, nous avons rencontré avec les autres OS le président de la CUB et maire de Blanquefort V. Feltesse. Enfin, le lundi 1^{er} et le mardi 2 mars, la CGT a rencontré successivement la conseillère générale C. Bost et le sénateur A. Anziani.

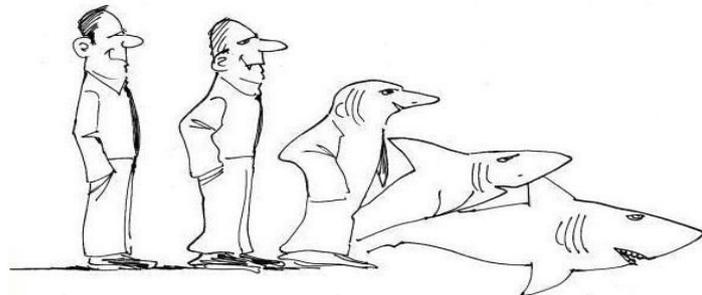
Les débats furent souvent animés puisque comme beaucoup de salariés, nous avons été déçus par les déclarations des élus dans la presse suite au comité de pilotage du 11 février. Nous leur avons transmis les reproches des salariés, à savoir la mise en responsabilité exclusive des banques, sans jamais faire la moindre remarque sur les responsabilités sociales de Ford ou encore celles de HZ holding qui n'investit pas un centime dans les projets contrairement à ce qui avait été promis il y a un an.

C'est de la responsabilité des élus de faire respecter les engagements de Ford et de HZ.

Nous avons à chaque fois demandé à ce que les élus mettent la pression :

- pour que le FSI (Fonds Stratégique d'Investissement) rentre dans le capital. Les banques voulant des garanties et un nouvel investisseur étant souhaité, le FSI représente notre meilleur atout. Moins prédateur que les investisseurs privés et ne se contentant pas de subventionner en dilapidant les fonds publics sans contrôle, si le FSI rentrait dans le capital, il aurait un droit de regard puisqu'il serait représenté dans le conseil de surveillance.

Observation d'un phénomène :



la mutation des repreneurs...

VÉRITÉS LUES DANS SUD OUEST

Un ancien collègue, aujourd'hui parti à la retraite, a été interviewé par un journaliste de Sud Ouest, à l'occasion d'un séjour dans le coin. Depuis 2005, date de son départ, il vit chez lui au Sénégal.

C'est un ancien camarade de la CGT. Il raconte quelques souvenirs de l'usine (article en version intégrale sur notre site internet). Voici une citation : « on ne peut pas dire que les chefs, que les contremaîtres avaient le sens des rapports humains : travaille et tais-toi ». On voit que les choses n'ont pas forcément évolué.

Ceci-dit, nous pensons que c'est la direction qui a toujours poussé la hiérarchie à mal se comporter en exerçant une pression permanente. C'est son mode de gestion du personnel qui dure ainsi depuis plus de 30 ans.

Mais une chose a changé quand même ... depuis la mobilisation pour l'emploi. La direction n'a plus la main mise totale sur son personnel, y compris sur sa maîtrise. Elle ne représente plus cette « autorité suprême et infaillible ». Ce qui laisse des espaces de liberté qui permettent à certains responsables de s'émanciper de la tutelle « paternelle ».

- pour que Ford repousse son désengagement au-delà de 2011 jusqu'à ce que les nouveaux projets soient bien en place.

- pour obliger la direction à s'engager à ne pas procéder à un plan social. Ils le peuvent en contrepartie des subventions versées.

- pour que se crée enfin le Comité de suivi que nous réclamons depuis longtemps.

Toutes ces rencontres n'auront pas eu lieu en vain :

La députée P. Got a noté toutes nos revendications et les a reprises dans sa question orale à la ministre Lagarde le 23 février à l'assemblée nationale (vidéo sur notre site www.cgt-ford.com).

Rapidement, V. Feltesse doit organiser pour nous une réunion avec 2ADI entre autres partenaires techniques de la région, les experts de SECAFI et les organisations syndicales afin de mettre cartes sur table et de confronter les informations et les avis de chacun sur la situation.

Il s'agit de faire une base de travail sur laquelle nous nous appuierons lors de nouvelles rencontres avec les élus. Ceci parce que les infos données par la direction aux salariés et aux élus ne sont pas les mêmes.

Enfin, A. Anziani étant le directeur de campagne d'Alain Rousset, ils vont se voir rapidement pour mettre en place le Comité de suivi et prochainement une rencontre avec tous les principaux élus.

En deux mot : obstination et détermination.



ZÉRO POINTÉ POUR HZ

Chez nos collègues de Safe Ascoforge qui pour rappel font parti du groupe HZ, c'est les Négociations Annuelles Obligatoire. D'habitude les NAO débutent en janvier, mais ne voyant rien venir malgré des relances envers la direction, ils ont fait une action le 17 février.

La mobilisation a forcé leur direction à ouvrir les négociations. La surprise est venue de la proposition de la direction : 0 % d'augmentation générale des salaires et 0 % pour les augmentations individuelles.

Zéro + Zéro = la tête à toto.

Face à cette provocation, 90 % des ouvriers se sont remis en grève le 1^{er} mars. Le lendemain, ils ont arrêté la mobilisation car en contrepartie la direction a proposé de réouvrir les négociations et de payer les 2 jours de grève. Leur détermination a permis de relancer la négociation.

HZ prend des millions d'euros de dividendes mais ne donne rien, que ce soit à Safe ou à First. Le 17 mars c'est le début des NAO à First. HZ va t'il oser proposer 0 % comme à Safe, si c'est le cas on sait ce qu'il nous reste à faire, se mobiliser comme nos camarades de Safe.

